

## **Quo vadis Europe ?**

Les résultats des référendums sur le projet de Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas ont plongé l'Europe dans une crise politique. Après que la Grande-Bretagne avait pris la décision d'arrêter elle aussi le procès de ratification - Tony Blair sachant très bien que les chances pour un Oui au référendum prévu en Grande-Bretagne s'éclipsaient à vue d'œil après le Non français et néerlandais - il était raisonnable de proposer une pause dans le procès de ratification et de profiter de l'interruption pour mener un débat d'avenir sur l'Union européenne.

Les discussions animées dans tous les pays de l'Union européenne, et également au Luxembourg, montrent que ce débat sur l'avenir de l'Union européenne est absolument nécessaire voire même qu'il est attendu. Ceci est d'autant plus important, qu'il est peu probable que le Traité constitutionnel entrera en vigueur sous sa forme actuelle. Nous avons cependant besoin d'une amélioration des mécanismes institutionnels de l'UE pour que l'Union élargie reste fonctionnelle. Il nous faut également plus de démocratie et de transparence dans l'UE, ce qui équivaut à plus d'influence pour le Parlement européen et plus de droits d'initiative pour les citoyens européens. Finalement, il importe de créer dans les traités européens enfin un contrepois à l'orientation purement économique. L'UE doit être plus qu'un grand marché libéral. L'UE a besoin d'une forte dimension politique et sociale.

Le projet de Traité constitutionnel peut être considéré comme un essai de fournir des réponses à toutes ces questions. Voilà pourquoi l'OGBL, comme d'ailleurs la majorité des syndicats européens, s'est prononcé en faveur du Traité. Mais l'OGBL a également relevé les imperfections du Traité et a souligné que les citoyens ne voteraient pas seulement pour ou contre un traité indigeste, mais qu'ils s'exprimeraient également sur la politique concrète. Et très peu de gens veulent une directive Bolkestein ou une directive sur le temps de travail, qui ne garantit même pas la semaine de 48 heures, sans parler des 40 heures. Et la liste des manquements sociaux dans la politique européenne pourrait être continuée.

Parmi les gens qui refusent le Traité constitutionnel, il y a en peu qui sont contre l'Union européenne. La plupart d'entre eux veulent une Union qui fonctionne mieux, une Union plus démocratique et plus sociale. Ils veulent surtout une Union qui offre du travail à chacun, qui garantit la sécurité sociale au lieu de la démanteler, qui assure l'équité sociale et la participation équitable aux richesses créées, qui place la protection de la santé et de l'environnement au-delà des intérêts économiques et qui privilège le bien-être de tous. La plupart des adhérents du Oui veulent également tout ceci.

Mais avant tout, les citoyens veulent savoir où mène le voyage !